



## Assez de mensonges sur le Venezuela !

### Déclaration

Par [Global Research](#)

Mondialisation.ca, 27 juin 2007

27 juin 2007

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Une guerre médiatique internationale s'est déclenchée contre le Venezuela au sujet du non renouvellement de la concession à la chaîne privée *RCTV*, arrivée à son terme le 27 mai 2007. Malgré le caractère parfaitement légal et justifié de cette décision souveraine, les transnationales de l'information mènent une campagne de propagande accusant le Président Hugo Chávez de porter atteinte à la liberté de la presse.

En réalité, rien ne saurait être aussi loin de la vérité. Au Venezuela, 80% des médias sont détenus par des groupes privés, seulement 20% sont publics. Des cinq grandes chaînes nationales, quatre sont privées et ouvertement opposées au gouvernement. Au niveau de la presse écrite, sur les 10 quotidiens nationaux, 9 font du dénigrement de la politique du gouvernement bolivarien leur principale activité. De plus, *RCTV* ne disparaît pas, comme l'affirme fallacieusement l'organisation *Reporters sans frontières*, car elle pourra toujours continuer à émettre par voie satellitaire.

Depuis l'accession démocratique au pouvoir de Chávez, *RCTV* a fait montre d'une hostilité fanatique à son égard et n'a cessé de prôner la subversion et une rupture de l'ordre constitutionnel.

*RCTV* a participé au coup d'Etat contre le Président Chávez le 11 avril 2002. Son responsable de production, Andrés Izarra, opposé au putsch, avait aussitôt démissionné pour ne pas se rendre complice du coup de force. Lors d'un témoignage à l'Assemblée nationale, Izarra avait indiqué que le jour du coup d'Etat et les jours suivants il avait reçu l'ordre formel de Marcel Granier, président de la chaîne *RCTV*, de « *ne transmettre aucune information sur Chávez, ses partisans, ses ministres ou n'importe quelle autre personne qui pourrait être en relation avec lui* ».

*RCTV*, en plus de sa participation avérée au coup de force de 2002, est la chaîne de télévision qui a été la plus sanctionnée dans l'histoire du Venezuela. Depuis sa création en novembre 1953, le média privé a été sanctionné pas moins de six fois par les autorités (une seule fois sous le gouvernement Chávez), en 1976, 1980, 1981, 1989, 1991 et 2005, pour violation flagrante de la législation du pays.

Depuis l'élection de Hugo Chávez au pouvoir, une seule chaîne de télévision a été temporairement fermée pour des raisons politiques. Il s'agit du *Canal 8* qui a été clos entre le 11 et le 13 avril 2002 par... la junte fasciste responsable du fameux coup d'Etat de 47 heures, action qui avait été chaleureusement applaudie à l'époque par... *RCTV*.

Ce sont les raisons pour lesquelles l'immense majorité des citoyens vénézuéliens a approuvé la décision de leur gouvernement de ne pas renouveler la concession à une chaîne putschiste. Durant la campagne électorale de 2006, Hugo Chávez avait lancé l'idée de soumettre le renouvellement des concessions des chaînes privées à un référendum populaire. Nous saluons et soutenons cette initiative démocratique.

Nous condamnons avec la plus grande vigueur les appels à la violence et à la déstabilisation lancés par certaines chaînes, notamment *Globovisión* - qui avait d'ailleurs également participé au coup d'Etat de 2002 - dans le but de créer une situation de chaos et de renverser un gouvernement démocratiquement élu.

Le cas *RCTV* relève de la politique nationale. Par conséquent, nous condamnons fermement les ingérences de Washington, du Sénat étasunien, de l'Union européenne, de l'Organisation des Etats américains et du Sénat chilien dans les affaires internes de la République bolivarienne du Venezuela. Ils ne disposent d'aucune légitimité pour se prononcer à ce sujet.

La souveraineté du peuple vénézuélien doit être respectée !

**Nadine Gordimer, Salim Lamrani, Adolfo Pérez Esquivel.**

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca)  
Copyright © [Global Research](http://Global_Research), [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca), 2007

---

Articles Par : **[Global Research](http://Global_Research)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)